

Organisateur : Coteaux de Seine Associations

Grand débat national

Réunion d'initiatives locales (RIL)

Garches, le lundi 18 Février 2019

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Animateur Martine Rozec

Rapport de l'atelier

- Discussion préalable introductive : "transition écologique"

Pour qu'il y ait "transition", il faut un point de départ et un point de destinée. Le point de départ est connu : une planète qui crève à grande vitesse d'une hyper-croissance aveugle au profit des grands groupes multinationaux, auxquels l'Europe, entre autres, (ie la Commission et le Parlement) se soumettent entièrement au mépris des intérêts les plus élémentaires de la population : malbouffe, pesticides, insecticides, produits cancérigènes, scandale du diesel, faux labels "bio", alternatives énergétiques catastrophiques comme les éoliennes ou la voiture électrique,....etc.

En l'absence d'une réelle politique écologique, difficile de savoir où est censée nous conduire cette fameuse "transition écologique". Le gouvernement français n'a que trop recours à de vagues discours, des mesurette réactives pour éteindre quelques incendies médiatiques trop visibles sans que se dégage une stratégie volontariste qui établit les priorités, analyse les coût/risque/avantage des options possibles, élabore un plan d'action en cohérence avec une réelle vision à long terme d'une politique écologique.

A défaut de « transition » écologique, il existe des **alternatives écologiques** :

La voiture :

Toutes les grandes villes du monde en crèvent, faut-il les supprimer ?

Encore faudrait-il **avoir des transports publics urbains à la hauteur. Parmi les pays développés, la France** est particulièrement à la traîne. En Ile-de-France, où la masse critique est suffisante en termes de trafic pour avoir des transports publics efficaces, économiquement et écologiquement, on en est encore au moyen-âge !! Rien de tout cela : qualité de service déplorable, fréquences insuffisantes et horaires non respectés, irrégularité qui empêche toute fiabilité pour des RV, annulations de trains, service qui s'arrête le soir, quasi-inexistant le WE, pas d'intermodalité entre les différents modes de transport et opérateurs (marche, vélo, bus, tramway, train, métro, RER, voiture,)

Il est pourtant nécessaire et, à l'heure d'internet, facile à mettre en œuvre de traiter le seul et vrai problème que subissent TOUS les Franciliens :

- service coordonné de transport de porte à porte entre domicile et lieu de travail, incluant tous les modes de transport
- parking surveillé sécurisé pour les vélos (à fortiori vélos électriques) dans les gares SNCF ou dans Paris intra-muros
- développer le Label Mobilités au niveau de toutes les gares Franciliennes, en intégrant une ou des options payantes au pass Navigo pour garer en toute sécurité voitures, vélos, ..
- ouvrir les transports publics au secteur privé : il faut de la concurrence,
- cahiers des charges de services dignes de ce nom, entre les pouvoirs publics et les opérateurs.

- En amont, cesser une bonne fois pour toutes la densification galopante urbaine en Ile-de-France, destructrice de qualité de vie, notre environnement, et dont les impacts sur la santé sont croissants : moins de trafic, d'embouteillages, de pollution, de stress, plus d'espaces verts, ...

Pollution sonore : interdiction de circulation et mise sur le marché des véhicules bruyants, "souffleurs" à moteur thermique utilisés par les services de voirie

Éducation : renforcer de manière significative et de façon concrète et très pragmatique, l'éducation des citoyens et des jeunes (dès l'école primaire) pour une meilleure responsabilisation écologique personnelle

Nouveaux comportements personnels : économies d'énergie domestiques, bannir les produits chimiques pour l'entretien ménager et le jardinage, savoir recycler les déchets, ne plus gaspiller l'eau et l'énergie (gaz, élec,...), adopter des modes de circulation moins polluants (transports en commun, vélo, marche...), savoir mieux consommer (véritable étiquetage d'information écologique des produits, empreinte carbone, traçage d'origine, composants,...) combattre systématiquement l'obsolescence programmée catastrophique des produits par les industriels (notamment électro-ménager, équipement électronique, téléphonie, voitures...), combattre par une sur-taxation dissuasive toute importation lointaine de produits que l'on peut avoir sur place en France ou par des circuits courts, notamment pour les consommations hors-saison de produits frais, organiser deux journées citoyennes par an de nettoyage systématique de notre environnement (rues, parcs,...), interdire à l'ONF la surexploitation forestière systématique en Ile-de-France (massacre total organisé dans toutes nos forêts, pour vendre nos plus beaux chênes aux Chinois !!!) et l'obliger à un minimum de respect des forêts (engins qui endommagent les chemins et sentes de forêts, nettoyage des sous-bois, branchages et souches abandonnés,...)

Pour sauver l'écologie, supprimer définitivement le Ministère de l'Écologie :

L'écologie est l'affaire de tous : elle ne doit pas être enterrée dans un Ministère.

L'écologie doit être présente, de façon officielle, avec de vrais pouvoirs décisionnels dans TOUS les ministères, comme un véritable paradigme politique transversal aux enjeux économiques, politiques et sociaux.

Elle justifie d'un plan stratégique écologique gouvernemental à long terme assorti de claires priorités et d'objectifs précis chiffrés.

Chaque Ministère doit avoir sa Direction Écologique avec un Comité interministériel rattaché au Premier Ministre, car l'écologie doit être partout :

- Éducation Nationale : programmes de formation et sensibilisation à l'écologie dès le primaire jusqu'au Bac
- Recherche et Enseignement Supérieur : promotion des programmes de recherche, fondamentale et appliquée dans le domaine des sciences de l'environnement, prise en compte systématique du volet écologique dans tous les programmes de recherche scientifique et technique
- Agriculture : véritable politique de promotion d'une production agricole raisonnée de produits ayant une vraie certification bio (et pas les pseudo-labels "bio" de Bruxelles)
- Industrie : normes environnementales de production, développement des filières énergétiques et de production plus respectueuses de l'environnement, développer l'économie circulaire,
- Transports : revoir complètement nos modes de transport et leur coordination, tant pour les passagers que pour les marchandises, en national et international transitant par la France, favoriser les circuits courts,
- Aménagement du territoire : combattre les déserts ruraux, supprimer définitivement toutes les dessertes ferroviaires secondaires qui coûtent une fortune à la collectivité au seul profit catégoriel des cheminots et les remplacer par des services de transport public (opérés par des entreprises privées) de tournées à domicile porte-à-porte beaucoup moins coûteux et à très haute valeur ajoutée pour désenclaver notamment les personnes âgées en zones rurales excentrées...(cela existe à l'étranger et fonctionne très bien !), libéraliser les services de la poste pour du transport à domicile de petits colis, médicaments, etc...dans les campagnes reculées (idem : cela se fait déjà dans certains pays étrangers !)
- Santé : privilégier l'éducation, l'hygiène sanitaire et de vie, contenir l'explosion de l'industrie pharmaceutique allopathique,...
- Sport et Jeunesse : repenser l'accès gratuit aux activités sportives (effet immédiat sur les dépenses de soin de la SS, contrer l'effet du vieillissement de notre population et de la sédentarisation galopante..)

Synthèse des principales propositions :

1. La densification des métropoles : déséquilibre logement/emploi/transport/services publics
 - a. repenser notre développement urbain
 - b. Les évolutions de l'habitat : taille des logements inadaptée, neuf privilégié au détriment de l'ancien, fuite des habitants,
 - c. Problématique des transports en commun: fréquence, séquençement, fiabilité, intermodalité, parking
 - d. Pollutions atmosphérique et sonore
 - e. Impacts sanitaires : espérance de vie /coût économique et social
 - f. Préservation / Retour des services publics de proximité
 - g. Incidence de la démographie sur les évolutions climatiques
 - h. Garantir la biodiversité
2. Mobilités
 - a. Électrique : est-ce la solution écologique ? Poids des lobbying ?
 - b. Développer la recherche sur les combustibles écologiques et les moteurs à hydrogène
 - c. aide aux transports
 - d. parkings sécurisés pour les vélos, intermodalités
3. Comment mieux économiser l'énergie :
 - a. géothermie, pompe à chaleur,
 - b. réduire les chauffages collectifs, compteurs individuels,
 - c. ne plus changer d'horaire et rester sur l'heure d'été
 - d. économie du recyclage
 - e. Produire, réduire et/ou valoriser les déchets
 - f. Consommer moins, consommer mieux
 - g. Éducation écologique à l'école et en famille
 - h. Relocaliser les activités : favoriser les circuits courts / refuser les provenances lointaines
 - i. éolien, aucune économie
4. incitations fiscales :
 - a. réduction de la TVA sur le bio, les transports en commun, bonus plutôt que malus,
 - b. réhabilitation des logements anciens, travaux d'isolation thermique
 - c. financement par une fiscalité écologique
 - d. fiscalité énergétique positive pour tous : ce n'est pas une aide sociale, bonus plutôt que malus
 - e. Développer et faire connaître les dispositifs :
FAIRE.FR : consultation gratuite, audit gratuit avec retour sur investissement
 - f. finance verte : financer des investissements réduisant les effets climatiques, taxer les industriels réfractaires.

Rapporteur Daniel SCHUH

Assisté de Thierry COURTIOL